

UN CERTAIN 16 OCTOBRE 2010 AU TOGO

INVITATION DU SYNDICAT DES CHEFS D'ETAT AFRICAINS AU TOGO : Pour adouber Faure Gnassingbé ou conspirer contre le Peuple togolais ?

13 octobre 2010

Alors qu'en coulisses, certains s'évertuent à parler de "*réconciliation unilatérale au Togo*", d'autres sont en passe de banaliser le négationnisme en tentant de faire oublier la mémoire collective par la destruction de preuves, les affirmations dénuées de bon sens historique. Non, le RPT/AGO ne peut institutionnaliser l'amnésie collective. Le 16 octobre 2010, choisi pour un défilé militaire au lieu et place d'un cinquantenaire de l'indépendance, est une opération, soutenue par le syndicat des chefs d'Etat africains et la Françafrique, pour assoir un Etat postcolonial avec Faure Gnassingbé comme préfet.

1. DEFILE MILITAIRE EN GUISE DE LEGITIMATION DU REGIME RPT/AGO

Le 16 octobre 2010, Faure Gnassingbé, soutenu par un système RPT/AGO, a choisi d'organiser sa légitimité à défaut de convaincre le peuple par les urnes. Avec les divergences profondes sur le choix d'une date pour réaliser un défilé militaire, signe officiel d'allégeance des militaires antirépublicains et autres forces d'intervention, il faut malheureusement constater que les dates du 13 janvier choisi unilatéralement par Etienne Eyadéma Gnassingbé et du 27 avril, date officielle de l'indépendance du Togo, sont aujourd'hui proscrits ou marginalisés.

Mais pourquoi Faure Gnassingbé a choisi le 16 octobre 2010 ? Pourquoi pas le 14 octobre 2010 par exemple où le Président du Congo est censé recevoir le gratin des syndicats des chefs d'Etat africains accompagnés des principaux officiels et officieux de la Françafrique, souvent membres éminents de cercles ésotériques ? Sous le couvert d'un évènement officiel, les dominations et autorités sur l'Afrique francophone devraient faire acte de présence d'abord au Congo. Le Cinquantenaire de l'indépendance justifiant le défilé militaire au Togo n'est alors qu'un alibi justifiant des dépenses somptueuses. C'est donc après avoir "*communié*" ensemble sous le sceau du pacte du silence et de l'obligation de réserve, que certains chefs d'Etat de l'Afrique francophone se sentiront obligés de verser dans le don-contre-don.

Il s'agit en effet de remercier Faure Gnassingbé pour avoir eu la politesse d'assister, en personne, à chacune des cérémonies dites de la fête du cinquantenaire de leur indépendance. Il n'y a pas

Mouvement Citoyen

lieu de citer les chefs d'Etat africains puisqu'ils viendront s'afficher au Togo le 16 octobre 2010. En réalité, leur absence au Togo lors de l'investiture usurpée de Faure Gnassingbé, a été vécue comme un véritable affront. Aussi, fallait-il, sous le sceau d'arrangements divers au sein de cercles ésotériques, "*engager*" les "*grands frères*" Chefs d'Etat à venir au Togo. Afin d'éviter l'effet de domino au cas où les citoyens républicains, soutenus par les partis de la vérité des urnes, réussiraient à faire triompher la refondation démocratique au Togo, il était plus prudent de témoigner d'une solidarité au cas où l'un ou l'autre de ces Chefs d'Etat viendrait à souffrir d'un coup d'Etat ou d'une alternance politique, ultime insulte pour eux. Bref, il s'agit de légitimer collectivement Faure Gnassingbé avec l'argent du contribuable togolais.

L'enjeu est tellement important pour le régime RPT/AGO souffrant d'un grave déficit de légitimité au Togo que rien que pour l'évènement, Faure Gnassingbé, avec l'argent du peuple togolais, est en train de transformer la Cité OUA et la résidence de Lomé en un quartier pour Présidents africains. Le Peuple peut toujours attendre et ne verra rien puisque comme le mur de Berlin ou celui entre les Palestiniens et les Israéliens, ce sera le mur de la déraison que le simple citoyen ne franchira peut-être jamais au cours de son vie. C'est comme si on organisait une sorte de village de vacances du style "*club méditerranée*" en pleine capitale togolaise sauf qu'en guise de lagune ce sera les eaux nauséabondes liées aux inondations. Mais personne ne va s'en apercevoir, puisque les Chefs d'Etat n'auront pas besoin de visiter Lomé et que tout leur sera apporté sur un plateau. Le service d'ordre nécessaire se confond d'ailleurs avec ceux qui vont défiler le 16 octobre 2010. Cette fête est double car il s'agit d'en profiter pour valoriser l'impunité avec les militaires anti-républicains mais surtout de bernier la Banque mondiale qui s'est copieusement fait bernier en annulant la dette extérieure du Togo composée quasi-exclusivement de mauvais arbitrages économiques du système RPT. Autrement dit, il suffit de pratiquer la mauvaise gouvernance pendant 40 ans au Togo et attendre que la Banque mondiale annule les dettes accumulées en profitant au passage pour forcer la privatisation des institutions financières togolaises, dont une partie de la dette sera d'ailleurs aussi effacée lors de la même opération.

2. LES ALTERNANCES BLOQUEES PAR LE SYNDICAT DES CHEFS D'ETAT ?

Lorsque l'Union africaine et la CEDEAO choisissent de devenir le porte parole de chefs d'Etat souffrant de déficit démocratique, de crimes contre leur population et d'institutionnalisation de l'impunité et des abus des droits humains, il est difficile pour les partis politiques, les mouvements citoyens, les peuples africains, épris de la vérité des urnes, d'organiser les alternances. Lorsque le syndicat des chefs d'Etat africains choisit de soutenir Faure Gnassingbé,

Mouvement Citoyen

c'est moins pour la capacité de ce dernier à servir le Peuple togolais et plus pour bloquer l'ouverture de la boîte de Pandore de la démocratie qui ne peut qu'immanquablement les phagocyter eux-mêmes. Il ne s'agit en fait que d'adouber, voire de blinder, des régimes fondés sur l'abus de la force et du droit, non sans soutien actif des membres de la Françafrique et des réseaux ésotériques bien loin des lumières.

Lorsqu'un ancien chef d'Etat du Tchad échappe depuis plusieurs années à toutes formes de justice et que les chefs d'Etat africains accordent un temps extensible à la mise en place d'une juridiction africaine indépendante et compétente pour juger des actes criminels à l'égard des peuples africains, alors les citoyens africains, togolais en particulier, doivent comprendre que c'est la loi du *"tous pour un, un pour tous"* qui légitime l'impunité, bloque les alternances en comptant sur une partie de l'armée et des militaires antirépublicains, souvent peu conscients des enjeux pour eux-mêmes et leurs progénitures.

Nombreux sont-ils, ces Chefs d'Etat, à avoir conquis le pouvoir avec le sang des populations africaines. Il ne faut donc pas s'étonner que le 14 et le 15 octobre 2010, la fête ésotérique du cinquantenaire n'est pas celle du Togo, mais bien celle du renouvellement des promesses entre les membres du syndicat des chefs d'Etat afin de se jurer fidélité, silence et soutien mutuel jusqu'à la mort. La première partie a lieu au Congo, avec Sassou Nguesso, un fidèle soutien de la françafrique et de tous les chefs d'Etat en délicatesse avec la vérité des urnes et des comptes publics. Le 16 octobre 2010, il est question d'adouber le nouveau *"bleu"* qui a compris qu'il est préférable d'aller faire allégeance et offrir des villas somptueuses à ces *"maîtres des ténèbres"* que s'occuper des problèmes quotidiens du Peuple togolais qui est devenu indifférent à un Chef d'Etat qui voyage tellement que le Togo pourrait même fonctionner tout seul sans lui. Dieu saura se rappeler d'eux au moment opportun.

3. LE PEUPLE TOGOLAIS DOIT COMPTER SUR LUI-MEME ET SUR SES VRAIS REPRESENTANTS

Les marches de protestation, les veillées de prière pour demander la vérité et le retour de la confiance au Togo sont considérées comme des événements troublant l'ordre de Faure Gnassingbé, puisque manifestement il n'y a plus de différence entre l'ordre public et celui unilatéral et violent du système RPT/AGO.

En réalité, la responsabilité des militaires est engagée puisqu'une partie importante d'entre eux a choisi l'argent, les postes et les avantages divers aux dépens du Peuple togolais qui s'enfonce dans sa grande majorité dans la pauvreté. Faut-il rappeler que la région du nord du Togo compte plus de 90 % de pauvres alors que tout le faux battage nord-sud avait pour justificatif de faire croire que ce régime RPT avait pour ambition d'améliorer le sort des populations du Nord.

Mouvement Citoyen

Aujourd'hui, même les rapports des Nations Unies font le constat amer de décennies de gaspillages, de gabegie et surtout d'institutionnalisation d'une démocratie palliative et fallacieuse fondée sur l'impunité et la destruction des traces dans la mémoire collective. Si l'avis des populations ne compte pas, si les représentants du peuple sont attaqués avec des bombes lacrymogènes sans que cela n'émeuve personne sauf quelques ambassadeurs téméraires, alors le Peuple togolais doit savoir qu'il ne doit compter que sur ses propres forces en posant la bonne question.

Est-ce que le bien-être d'un Togolais doit se faire aux dépens d'un autre Togolais ? Est-ce que celui qui possède les armes et le pouvoir politique pour s'accrocher au pouvoir en toute illégitimité en usant d'artifices juridiques avec la Cour constitutionnelle et la CENI a été "*béni*" par Dieu en personne ? Non ! La fatalité et la soumission en sont que des moyens subtils de faire taire les populations. L'organisation de la séquestration des dirigeants politiques refusant d'intégrer un vaste système RPT/AGO fondé sur des distributions ad hoc des richesses du pays n'est qu'un signe de plus pour témoigner du besoin d'un Chef d'Etat, en difficulté chez lui au Togo, d'aller chercher les soutiens à l'extérieur.

Mais est-ce que la cérémonie frisant la paranoïa politique va empêcher le Peuple togolais de continuer à réclamer le retour de la vérité des urnes ? Assurément NON ! Donc Peuple togolais, prenez espoir ! Il n'y a qu'une seule date anniversaire de l'indépendance du Togo, c'est le 27 avril. Le 16 octobre sert plus de fondement à l'intronisation dans les cercles ésotériques de Faure Gnassingbé et accessoirement d'anniversaire du Cinquantenaire des intérêts bien compris de la Françafrique.

Il ne s'agit nullement du cinquantenaire des indépendances. Là encore, comme à son habitude, Faure Gnassingbé verse dans les manœuvres dilatoires, cette fois-ci avec les Chefs d'Etat africains adeptes de la contre-vérité des urnes. Il suffira de les compter pour savoir si Faure Gnassingbé a fait mieux que son homonyme gabonais (fils du père) qui lui a pu réunir 11 chefs d'Etat pour assister au cinquantenaire de l'indépendance du Gabon le 17 août passé. Faure Gnassingbé, souffrant d'amnésie pour ce qui est des dates retenues par le Peuple togolais, a mis en place une stratégie du don-contre-don en assistant méthodiquement et religieusement à tous les Cinquanteaires des indépendances lorsqu'il fut invité. En retour, il s'attend à voir les Chefs d'Etat africains honorer de leur présence son défilé militaire. Car en effet, rien ne va exclure des manifestations ce jour là. Les forces d'intervention se sont entraînées à séquestrer les chefs de l'opposition, à les intimider, à empêcher les marches et veillées bénéficiant d'ailleurs au passage des services secrets de certains pays européens francophones, ceci dans le cadre d'accords de défense améliorés où les satellites-espions travaillent contre le Peuple et la vérité des urnes.

En réalité, il s'agit d'une grande réunion ésotérique du syndicat des chefs d'Etat africains au Togo, ce qui correspond d'ailleurs à une certaine constellation astrologique.

4. RECOMMANDATIONS : VERS L'UNITE DES PARTIS DE L'ALTERNANCE

Face aux dépenses importantes et improductives que va occasionner cette réunion qui n'a pour objet que de faire progresser Faure Gnassingbé dans la hiérarchie des chefs d'Etat impunis et souffrant de déficit démocratique, tous les partis et mouvements signataires demandent au Peuple togolais y compris la Diaspora en Afrique et à l'extérieur de l'Afrique, à la Communauté internationale et à toutes les chancelleries de bonne volonté présentes au Togo :

1. de ne pas honorer de leur présence ce gaspillage d'Etat alors que les inondations empêchent une partie des élèves du Togo de faire leur rentrée scolaire ;
2. de reconsidérer leur position quant aux résultats des élections du 4 mars 2010 sur la base de l'absence de correspondance entre les souches et les bulletins électoraux, sans compter les fraudes et l'absence de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et la cour constitutionnelle sur le dossier électoral ;
3. de veiller à ce que l'effacement de la dette de près de 90 % dans le cadre du programme des pays très endettés (PPTe) de la Banque mondiale ne vienne conforter le régime RPT/AGO dans l'irresponsabilité, le gaspillage et le détournement des fonds publics vers des dépenses somptueuses et improductives réservées à une clientèle de chefs d'Etat et leur réseau, membres du syndicat des chefs d'Etat africains et de la FrancAfrique ;
4. **d'aider l'opposition démocratique et pacifique dans le financement comme dans l'expertise technique à mieux s'organiser pour préparer, avec des experts indépendants et tout représentant d'un Togo républicain, la feuille de route devant servir de fondement à une série de conférences nationales intégrant la Diaspora pour trouver un consensus sur la refondation démocratique du Togo ;**
5. de ne plus donner son quitus à l'actuelle Commission Vérité Justice et Réconciliation neutralisée et empêchée de fonctionner en toute indépendance ;
6. de ne pas cautionner les tentatives de destruction de preuves de l'histoire de l'impunité au Togo en aidant financièrement des institutions indépendantes à accéder aux documents et en faire un archivage électronique afin de sauvegarder la partie de l'histoire du Togo dont la responsabilité et les crimes ne peuvent être déconnectés du système RPT/AGO. Toutes les dictatures fondent leur histoire sur le révisionnisme et la destruction de preuves ;

Mouvement Citoyen

7. **de ne pas tomber dans le piège de la réconciliation dans l'impunité et l'abus des droits humains et des libertés garanties par la Constitution Togolaise ;**
8. de soutenir toutes les organisations de témoignages des exactions et tous mouvements citoyens et partis politiques qui s'organisent, sur des bases démocratiques, pour offrir au peuple togolais, l'unité d'une force de proposition pour que triomphe la vérité des urnes au Togo, fondement d'une société de confiance ;
9. **de ne pas promouvoir la démocratie non palliative** et de ne pas verser dans les manœuvres dilatoires du pouvoir RPT/AGO qui structure sa démocratie sur la base de séquestration, de décision unilatérale et en catimini, de neutralisation des partis d'opposition légalement constitués avec en filigrane la volonté de neutralisation-destruction de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, ex-UFC tendance Fabre) et le parti OBUTS sans compter les intimidations sur d'autres partis de l'opposition et les mouvements citoyens au Togo comme dans la Diaspora ;
10. de s'enquérir des atteintes à liberté et les tracasseries occasionnées aux familles des Togolais et Togolaises défendant la démocratie et plus particulièrement celles qui sont originaires des régions du nord du Togo ;
11. de soutenir le Peuple togolais dans sa détermination pacifique à ne pas céder aux syndicats des chefs d'Etats qui défendent la contre-vérité des urnes, ni aux chefs d'Etat africains ayant des crimes de sang à leur actif et qui viendront au Togo le 16 octobre pour légitimer l'un de leurs nouveaux recrues zélés qui a à son actif deux usurpations de Présidence au Togo, 2005 et 2010 ;
12. **de financer un processus de sortie de crise devant aboutir à des assises nationales de refonte démocratique de la République sur des thèmes fixés d'un commun accord entre les partis soutenant le RPT/AGO d'un côté et de l'autre une alternance politique avec l'ANC, ADDI, PSR, SURSAUT-TOGO, Parti des Travailleurs, OBUTS, etc.**



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur International Provisoire



Mouvement Citoyen